

[Analyse] Ne pas humilier la Russie : un bon mot incompris qui laissera des traces

(B2) La position de Paris vis-à-vis de la Russie apparaît toujours difficile à saisir au niveau européen. Emmanuel Macron a tenu à donner quelques explications mercredi (15 juin) à Bucarest. Utiles avant le déplacement à Kiev. Insuffisantes pour dissiper le trouble de nombre de pays de l'Est. Une défiance qui pourrait coûter cher à la France dans son influence et entache la fin de la présidence française de l'Union européenne.



E. Macron sur la base de Mihail Kogalniceanu (Flux : Elysée / Sélection B2)

- Lors d'une interview à la [presse régionale](#), vendredi (3 juin) le Président de la République énonce : « *il ne faut pas humilier la Russie pour que le jour où les combats cesseront, nous puissions bâtir un chemin de sortie par les voies diplomatiques* ».
- Sans aucune explication. Il a fallu attendre une visite en Roumanie, vendredi (15 juin), pour attendre une [explication de texte](#).
- La visite d'Emmanuel Macron à Kiev, jeudi (16 juin), entend dissiper ce malentendu en affichant une pleine solidarité avec l'Ukraine.

Une explication de texte présidentielle

La Russie est l'agresseur

« Dès le premier jour, la France a été claire pour dire que la Russie était l'agresseur et qu'elle menait une guerre contre l'Ukraine et son peuple et ne respectait ni l'intégrité territoriale ni la souveraineté de l'Ukraine » a voulu clarifier le président français s'exprimant sur la base militaire de Mihail Kogalniceanu (Roumanie) en réponse à des questions de journalistes. « Nous l'avons condamné avec beaucoup de fermeté dans toutes les enceintes

internationales. Nous avons pris immédiatement des mesures et sanctionné. »

La France n'est pas en guerre

Mais, a-t-il aussitôt ajouté, « *nous ne faisons pas la guerre à la Russie [...] Nous voulons bâtir la paix.* » « *La seule issue souhaitable du conflit est [donc] soit une victoire militaire de l'Ukraine soit, à un moment, une discussion parce que le feu aura cessé qui permet un accord entre l'Ukraine et la Russie.* » Dans tous les cas, « *à un moment, il faudra parler* ».

Une négociation avec des garanties de sécurité

Pour le président, ce moment surviendra « *quand l'Ukraine aura gagné et surtout que le feu pourra cesser* ». Il faut que « *les discussions reprennent : nous devons négocier, le Président ukrainien et ses dirigeants devront négocier avec la Russie.* » Et les Européens seront là « *autour de cette table apportant les garanties de sécurité* ».

Respecter la Russie, puissance nucléaire

Pour expliquer une attitude que Kiev, et plusieurs pays de l'Est, jugent trop conciliante, le président Emmanuel Macron entend se placer à un autre niveau. La Russie est « *une puissance dotée* », sous entendu ... de la puissance de feu nucléaire. Elle doit donc être respectée. Il ne faut pas dire que « *aujourd'hui, nous ferions la guerre au peuple russe et que demain nous voudrions l'anéantir* ». La « *géographie est têtue* », rappelle-t-il : « *la Russie est là aujourd'hui, elle était là hier, elle sera là demain* ».

Une position française difficile à comprendre

Le terme choisi — "humilier" la Russie — passe mal, non seulement aux yeux des Ukrainiens mais aussi de nombreux Européens, les plus engagés dans le soutien à l'Ukraine : à l'Est et au Nord de l'Europe notamment. D'autant qu'il survient avec un certain passif d'incompréhensions. En pleine présidence française de l'UE; Emmanuel Macron est apparu souvent à la remorque des événements.

Un président timide pour aller à Kiev

Alors que de nombreux dirigeants ont pris le chemin de Kiev, manifestant physiquement ainsi, non sans courage parfois, leur solidarité avec l'Ukraine en guerre, le président français s'est refusé durant une bonne centaine de jours à le faire, jusqu'à ce 16 juin. Ce qui tenait aussi à un calendrier électoral chargé et des conditions de sécurité non requises (aux yeux des Français) est apparu politiquement comme une timidité dans l'engagement aux côtés des Ukrainiens.

Un dialogue avec Moscou bruyant

À l'inverse, le président français a bruyamment rendu compte du dialogue continu qu'il a entretenu (ou essayé d'entretenir) avec son homologue russe. L'initiative était *a priori* louable si elle ne s'était pas accompagnée d'une politique du mégaphone. Aussitôt un appel passé, comme pour le justifier, l'hôte de l'Élysée se vantait d'une avancée. Victoire aussitôt démentie par les faits, voire par les mots de Vladimir Poutine qui a semblé prendre un malin plaisir à ce match de ping-pong (lire : [Guerre russe en Ukraine. Emmanuel Macron a perdu la main. Le quadruple échec français expliqué](#)).

Un mot reçu avec colère à Kiev

Dans ce contexte, la terminologie présidentielle apparaît au mieux comme la continuation d'une certaine politique de complaisance vis-à-vis de la Russie voire comme un aveu de faiblesse particulièrement critiqué à Kiev. « *Nous ferions tous mieux de nous concentrer sur la façon de remettre la Russie à sa place* », réagissait immédiatement le ministre des Affaires étrangères Dmytro Kuleba samedi (4 juin) via un [tweet](#). Ce conflit peut s'arrêter « *si une seule personne à Moscou donne simplement cet ordre. [C'est] le fait qu'il n'y ait pas encore un tel ordre est une humiliation* ».

pour le monde entier » commentait Volodymyr Zelensky dans une vidéo dans la nuit du samedi. « *Poutine n'est pas dans le corner. Il peut très bien retourner dans son pays* », [assène](#), dans la même veine, le 9 juin, la première ministre estonienne Kaja Kallas dans un entretien avec le Financial Times.

Une politique de l'apaisement critiquée à l'Est

C'est la tentation française de ramener agresseur et agressé au même niveau qui ne passe pas surtout dans les pays de l'Est. C'est la « *guerre de la Russie contre l'Ukraine [qui] a brisé la paix en Europe* » indiquent les chefs d'État d'Europe de l'Est dimanche (12 juin), réunis en format B9 (*Bucharest Nine*). « *Les Russes en Ukraine mènent une guerre totale, pas seulement contre l'armée ukrainienne* » mais contre les civils s'insurge le président polonais Andrzej Duda devant les forces armées lundi (13 juin) ([discours](#)). Sentiment partagé à Londres. « *L'agression de la Russie ne peut être apaisée (2). Il faut y faire face avec force* », indiquait par avance (fin mai), la ministre britannique des affaires étrangères Liz Truss à Sarajevo. Une expression publique qui reflète une forte émotion, proche d'un sentiment de trahison en interne.

Une terminologie contextualisée in extremis

Le président français l'a bien compris. Sans faire l'exégèse de la parole présidentielle au mot à mot, on pourra remarquer que dans sa tentative d'explication, Emmanuel Macron a cherché à se placer dans une autre temporalité — l'après conflit — plutôt que le conflit, qui était celle utilisée à l'origine, et pouvait sembler être une incitation des Ukrainiens à rompre le combat. Et, sans renier le mot, il a tenté de corriger le tir, au point qu'on peut se demander si le terme a bien été employé.

Commentaire : un mot déplacé qui risque de coûter cher à la diplomatie française en Europe

Emmanuel Macron a commis deux erreurs. L'une est sémantique et militaire : le mot "humilier" ne paraît pas correspondre à la situation actuelle du conflit. L'autre est purement politique et européenne : il s'est exprimé dans une vision purement hexagonale en oubliant le principe de "neutralité" d'une présidence qui se doit de refléter le point de vue de tous les Européens.

Un mot déplacé

Aucune humiliation en cours

Premièrement, la Russie n'est aucunement l'objet d'une humiliation. Son propre territoire n'est ni soumis à la pression ni découpé ni en proie à une occupation comme l'a été l'Allemagne en 1945. Et si certains dirigeants de l'Est affirment leur volonté de "gagner" la guerre, il n'est pas question de revenir à la politique du siècle dernier. Il s'agit simplement de repousser l'intervention militaire russe et de libérer tout le territoire ukrainien de toute occupation russe (3).

La volonté d'humilier existe en effet... à Moscou

Deuxièmement, dans cette guerre, c'est surtout la Russie qui a l'intention d'humilier ses voisins. Tout d'abord en réduisant à néant l'Ukraine. Ensuite en obligeant les Européens voire les Alliés de l'OTAN à être les spectateurs (selon la vision de Moscou) du conflit. Enfin, en infligeant un camouflet à Paris et Berlin, tenants du dialogue de Minsk, les rendant impuissants. Ce sont les troupes russes qui occupent une bonne partie de l'Est de l'Ukraine et continuent de soumettre villes et civils à des bombardements sans distinction.

La faiblesse politico-militaire russe révélée

Troisièmement, si la Russie peut se sentir humiliée, c'est aujourd'hui uniquement de sa faute. Les plans russes ne sont pas déroulés comme prévu. La faiblesse militaire russe a été révélée au grand jour. Même compensée par une certaine brutalité, elle laisse l'impression d'une puissance abîmée. *A contrario*, la détermination et la résistance ukrainiennes en a surpris plus d'un, tout comme l'unité et la constance des Alliés à prononcer des sanctions et à

soutenir l'Ukraine, avec livraisons d'armes à l'appui.

Une incompréhension française

L'oubli de l'Est de l'Europe

En ne voulant pas humilier la Russie, le président français révèle une certaine incompréhension de l'Europe élargie. Pour la plupart des pays d'Europe de l'Est, ce conflit rappelle les plus pénibles heures de son histoire. Et suscite une hypersensibilité. Ce "bon mot" pourrait ainsi coller aux basques de la diplomatie française comme l'avait été le vibronnant « *ils ont perdu une raison de se taire* » prononcé par Jacques Chirac en pleine tension avec les USA à l'adresse des dirigeants de l'Est (Vaclav Havel en tête) ayant signé une lettre pour soutenir l'intervention américaine en Irak (5).

Une erreur d'époque

Emmanuel Macron semble ne pas avoir compris qu'il y a un changement d'époque. La Russie de Poutine de 2022 n'est plus la Russie de Medvedev de 2008. Le "coup" réussi de Nicolas Sarkozy en 2008, avec l'arrêt des hostilités en Géorgie (lire : [Ossétie-Géorgie: les six principes du cessez-le feu](#)) n'est pas reproductible aujourd'hui (4). L'autolimite russe n'existe plus aujourd'hui. Ivre de sa toute puissance, acquise au gré des bombardements en Syrie et de la quasi-victoire de Bachar al-Assad, du recul franco-européen en Centrafrique et au Mali, sous les coups de butoirs des Wagner (lire : [Macron enterre Takuba et Barkhane sans trompettes](#)), de la pacification de son hinterland Asie centrale (Arménie, Azerbaïdjan, etc.), Moscou ne pense plus qu'en termes de rapports de force. En digne héritier de l'URSS.

Un faux pas stratégique

La présidence française du Conseil de l'UE, réussie sur le plan technique, s'achève ainsi sur un magistral couac stratégique. Il pourrait peser lourd dans les débats à venir, autour d'une politique de défense autonome, d'une nouvelle architecture de sécurité ou de la communauté politique européenne. Qui sont toutes des priorités affichées par Paris. Et ce n'est pas 500 militaires en Roumanie et un voyage, tardif, à Kiev, qui permettront de rattraper ce faux-pas. J'ai pu en percevoir la dimension en discutant avec quelques diplomates qui ne comprennent plus la position française : « Mais pourquoi a-t-il dit ça ? Pourquoi maintenant ? » indiquent-ils.

(Nicolas Gros-Verheyde)

-
1. Les demandes d'explication des journalistes (dont B2) sont restées sans réponse durant ces dix jours.
 2. Une référence implicite à la politique britannique et française vis-à-vis de l'Allemagne nazie entre 1937 et 1939.
 3. L'impression donnée est que la France ne tient pas à ce que l'Ukraine poursuive ce conflit et renonce à la souveraineté sur le Donbass comme la Crimée.
 4. Cet accord tenait alors à deux éléments : une certaine défaite en termes technique de l'opération militaire, la volonté politique russe de ne pas aller plus loin qu'un coup de force et la prise de l'Ossétie du Sud (un kyste dans la volonté géorgienne de se rapprocher de l'OTAN).
 5. Cette réaction était assez spontanée. Elle venait en réponse à une question d'une journaliste d'origine roumaine de RFI à la toute fin de la conférence de presse, le président français fidèle à ses habitudes de donner la parole ayant décidé de surseoir d'une minute sa décision de clore la séance des questions.

Documents :

- [Propos d'Emmanuel Macron en Roumanie](#)
- Propos d'Emmanuel Macron en Moldavie ([vidéo](#))

